



HAL
open science

Mondialisation et mouvement syndical : de la revendication matérielle à la revendication ontologique

Abdelatif Kerzabi

► **To cite this version:**

Abdelatif Kerzabi. Mondialisation et mouvement syndical : de la revendication matérielle à la revendication ontologique. 2009. hal-01400397

HAL Id: hal-01400397

<https://hal.science/hal-01400397>

Preprint submitted on 21 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mondialisation et mouvement syndical :
de la revendication matérielle à la revendication ontologique

A. Kerzabi

Maitre de conférences

Faculté des sciences économiques et de gestion

Université de Tlemcen

La manufacture se forme à partir du XVI^{ème} siècle pour rester jusqu'au XVIII^{ème}. Selon K. Marx, la manufacture a une double origine : « de produit individuel d'un ouvrier indépendant faisant une foule de choses, la marchandise devient le produit social d'une réunion d'ouvriers dont chacun n'exécute constamment que la même opération de détail »¹. Cette première origine est le regroupement des métiers avec une division du travail qui rend les gens de métiers dépendant pour produire une marchandise. La deuxième origine de la manufacture selon Marx est qu'elle peut réunir des gens de même métier au sein d'un même organisme de production « C'est la coopération dans sa forme la plus simple »².

Parmi les autres causes de l'apparition de la manufacture on peut citer encore, la tendance à la centralisation administrative et politique des monarchies ainsi que la multiplication de la fiscalité pour les besoins expansionnistes. Les marchands contraints par cette centralisation et la fiscalité qui entravaient l'accumulation des richesses³ opposent aux seigneurs les libertés bourgeoises. Le marchand dissout les organisations existantes orientées principalement vers les valeurs d'usage et les dirige vers la production de valeurs d'échange.

En Europe du XIX^{ème} siècle les marchands créent les premières associations pour se défendre contre le péril commun⁴. Ensuite ses associations tentent de se faire reconnaître

¹ K. Marx, « Le capital », Editions Sociales, 1977, T1 p. 247

² K.Marx T1, Op. Cit, p. 246

³ J. P. Doujon, « Histoire des faits économiques et sociaux », OPU 1993 p. 69-76.

⁴ G. Lefranc, « Histoire du travail et des travailleurs » Paris, Flammarion, 1975, p117

un droit (code des métiers). En occident, apparaît un nouveau type de relation alors qu'il n'y avait que deux types de relation, les liens de fidélité et les liens de vassalité tous les deux hiérarchisés.

Ce que K. Marx nomme de classe capitaliste n'est que le résultat de la révolution pacifique que les marchands ont mené pour renverser l'ordre des seigneurs. Pour se convertir en capitalistes ces marchands ont développé les idées de liberté tant revendiquées par les gens de métiers et les artisans dont l'intérêt était de s'affranchir des versements arbitraires de redevances⁵. Ces idées de lumières n'ont pas manqué de susciter l'adhésion des serfs qui dans leur mouvement de prolétarianisation se sont libérés du joug clérical et seigneurial. Pour cette raison, K. Marx attribue un rôle progressiste à la bourgeoisie européenne.

Les ressources financières accumulées par ces marchands ont changé l'échelle de la production artisanale, qui est passée de la production sur commande aux anticipations sur la demande des clients⁶. Les permis de cet essor ont fait reculer la tradition et l'autorité des seigneurs au profit d'un nouvel ordre basé sur le rationalisme tel que décrit par Descartes et Voltaire. C'est l'ordre que promet le libéralisme. Ce modèle correspond « à l'idéal des enseignements classiques. Historiquement, il s'est affirmé en réaction au modèle féodal et traditionnel et les pratiques arbitraires et magiques qui les caractérisaient »⁷.

Avec la révolution industrielle, ces marchands ont assuré par le financement des investissements, la constitution de l'usine en devenant propriétaires. La classe ouvrière naissante s'émancipe par son alliance à la bourgeoisie. La révolution française n'est que le résultat de cette conjonction entre les travailleurs et la bourgeoisie autour de la liberté.

Les nouveaux procédés utilisés dans l'industrie et le textile, permettent de produire en masse des aciers bon marché et de bonne qualité. Les machines-outils se développent grâce à l'électricité, la qualité de leur travail est irréprochable et leur vitesse est multipliée

⁵ G. Lefranc, Op. Cit, p124

⁶ G. Koenig, « Les théories de la firme », Economica, 2eme édition, 1998, p 7.

⁷ A. Kaci, « L'efficacité des organisation », Actualité Economie, Mai 1988

par 10 entre 1880 et 1914. « a mesure que l'industrie se développait, que les machines remplaçaient et économisaient le travail manuel, aux résistances physiques qu'offrait la matière brute à transformer, on a opposé d'autres résistances, également physiques, dont la mise en jeu ne réclamait de l'homme qu'une dépense décroissante de force musculaire.»⁸.

Face à ces transformations politique et économique, l'organisation intra firme se développe pour rattraper le progrès matériel. Le modèle d'organisation est qualifié de scientifique. Ce modèle est une organisation formelle et minutieuse que les hommes doivent mettre en œuvre. Elle est composée d'objectifs, de règles et de normes à mettre en œuvre pour atteindre la rationalité parfaite selon les principes de la mécanique Newtonienne. Les hommes sont appelés à l'exécution des tâches et procédures ordonnées selon un plan impératif. Les dirigeants assurent la contrainte dans l'exécution de ces plans et doivent se garder de toute initiative.

Dès le début du XX^{ème} siècle le syndicalisme considère l'usine comme un lieu d'exploitation, de domination sociale mais aussi un lieu de combat anticapitaliste⁹. L'usine est perçue comme lieu de production et de subordination. Ces deux sphères impliquent une organisation du travail basée sur l'autorité que Taylor identifia comme une séparation entre le travail de conception et le travail d'exécution. Le syndicalisme de l'époque se justifiait par son opposition à cette séparation. Il s'agissait de remettre en cause des conditions de travail. Le syndicalisme s'oppose au bureau des méthodes, considéré comme lieu qui initie l'organisation scientifique du travail. Cette posture du syndicalisme en révolte se focalise sur l'atelier et laisse de côté les services administratifs et de gestion. L'entreprise dans sa globalité lui échappe, elle est l'affaire exclusive des managers qui développent de nouvelles formes d'organisation.

⁸ M. Halbwachs, « Matière et société » Revue philosophique, N°45, 1920

⁹ C. Thuderoz, « L'individu, la forme syndicale et l'entreprise », *Sociologie et sociétés*, vol. XXX, n° 2, automne 1998, p. 1-11

2/ La préservation de l'emploi

La fin du modèle fordiste consacre l'ère des restructurations industrielles et les délocalisations. Les entreprises recherchent de nouvelles sources de profit, elles investissent de nouveaux marchés avec des produits nouveaux et des technologies nouvelles.

Une des modifications majeures du rôle pris par les marchés financiers a été le rapport de force très largement en faveur des propriétaires.. Cette situation s'est exacerbée avec l'apparition des investisseurs institutionnels (fonds de pension, fonds mutuels et compagnies d'assurance) qui ont pris des parts non négligeable du capital des entreprises. Ainsi au Etats-Unis les actifs détenus par les fonds de pension sont passés de 5% en 1946 à 50% en 1996.

Attirés par la libéralisation financière en Europe, les investisseurs étrangers se déploient pour détenir entre 20 et 40% du capital des sociétés cotées. Cette progression des investisseurs étrangers a été la plus forte en France.

Tableau N° 1 : Part des investisseurs étrangers dans le capital de quelques grandes sociétés françaises (en % du capital, Septembre 1999) :

Société	Part en %
BNP	45
AXA	44
Elf Aquitaine	56
Vivendi	51,5
Rhône-Poulenc	59,6

Source : ATTAC 02 mai 2001

Devenus une variable d'ajustement dans les entreprises, la part des salaires dans le PIB passe d'une moyenne de 76,6% en 1971-80 à 68% en 2000, soit une régression de près de 8 points. Parallèlement à cette baisse, les investisseurs exigent un taux de rendement du capital de 15% alors que le PIB ne progresse que de 3% d'où un transfert de valeur créée à partir de cet ajustement par les salaires vers les actionnaires.

Face à ces mouvements, le syndicalisme se trouve désarmé et démuné, il perd sa capacité motrice et de questionnement social¹⁰. Son rôle consiste à se mettre sur la défensive en

¹⁰ C. Thuderoz, Op. Cit

protégeant l'emploi. Cependant, cette revendication se fait à l'intérieur de l'entreprise alors que celle-ci ne fait que subir la pression des investisseurs situés à l'extérieur. Sur un autre plan, ces investisseurs qui deviennent de plus en plus diffus sous l'impulsion de l'éparpillement de l'actionnariat pose aussi la question de l'identification des propriétaires de l'entreprise. Le syndicalisme se confine dans une situation d'extériorité par rapport aux véritables acteurs de l'entreprise en d'autres termes, les actionnaires se sont arrogés une position hégémonique dont « la précarisation des salariés n'est que la conséquence »¹¹.

Les travailleurs sont contraints de changer leurs compétences et se déplacer là où le capital s'installe¹². Ce nouveau contexte que la mondialisation exige se traduit aussi par les licenciements massifs.

Tableau N° 2 : les plus touchés par les licenciements économiques (en %, année 2000)

Secteur d'activité	Taux de licenciement*
Habillement, cuir	3,0
Industrie textile	2,2
Équipement électrique et électronique	1,1
Moyenne pour l'ensemble des secteurs	0,7
Moyenne pour les secteurs de l'industrie	1,0
Moyenne pour les secteurs du tertiaire	0,5

* Taux pour 100 salariés présents en début d'année

Sources : EMMO – DMMO, MES–DARES (France)

Le syndicalisme négocie de nouveaux compromis. Il ne s'agit plus d'améliorer les conditions de travail, ni de partager la valeur ajoutée, il s'agit de maintenir l'emploi.

¹¹ J-M. Harribey, « La monnaie », Université d'été d'ATTAC Arles – 24 au 28 août 2001

¹² R. Boyer et M. Freyssinet, « Les modèles productifs », La Découverte 2000

Références bibliographiques

- L. Boltansky (Luc) et E. Chiapello , « Le nouvel esprit du capitalisme », Gallimard, 1999,
- J. P. Doujon, « Histoire des faits économiques et sociaux », OPU 1993 p. 69-76.
- J-M. Harribey, « La monnaie », Université d'été d'ATTAC Arles – 24 au 28 août 2001
- R. Boyer et M. Freyssinet, « Les modèles productifs », La Découverte 2000
- M. Halbwachs, « Matière et société » Revue philosophique, N°45, 1920
- A. Kaci, « L'efficacité des organisation », Actualité Economie, Mai1988
- G. Lefranc, « Histoire du travail et des travailleurs », Paris, Flammarion, 1975
- C. Thuderoz, « L'individu, la forme syndicale et l'entreprise », Sociologie et sociétés, vol. XXX, n° 2, automne 1998, p. 1-11